



PREFET de la VENDEE
ARRETE PREFECTORAL N°
PORTANT AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE AU TITRE DE L'ARTICLE L. 181-1 ET
SUIVANTS DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT,

CONCERNANT
OPTIMISATION ET DÉVELOPPEMENT DU PORT DE LA FAUTE SUR MER
COMMUNE DE FAUTE-SUR-MER

Le préfet de la VENDEE

- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-1 et suivants ;
- Vu** le code du patrimoine, notamment l'article R.523-9 ;
- Vu** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;
- Vu** le décret n° 2017-81 du 26/01/2017 relatif à l'autorisation environnementale ;
- Vu** le décret du 12 juillet 2017 nommant Monsieur Benoit BROCARD, en qualité de préfet du département de la Vendée ;
- Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin versant Loire-Bretagne, approuvé le 18 novembre 2015 ;
- Vu** le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du Lay, approuvé le 4 mars 2011 ;
- Vu** la demande présentée par COMMUNE DE LA FAUTE-SUR-MER, sis AV DE L'OCEAN 85460 LA FAUTE SUR MER représenté par son maire, Monsieur Patrick JOUIN, en vue d'obtenir l'autorisation environnementale pour l'optimisation et le développement du port de la Faute sur Mer ;
- Vu** l'accusé de réception du dossier de demande d'autorisation environnementale en date de la 04 Décembre 2017 ;
- Vu** l'ensemble des pièces du dossier de la demande susvisée ;
- Vu** la demande de compléments faite à COMMUNE DE LA FAUTE-SUR-MER en date du 18 janvier 2018 ;
- Vu** les compléments reçus au Service Eau, Risques et Nature de la DDTM de Vendée. Pôle police de l'eau. de la part de COMMUNE DE LA FAUTE-SUR-MER en date du 7 mars 2018 ;
- Vu** le dossier d'étude d'impact ;
- Vu** la demande d'avis adressée à la commission locale de l'eau du SAGE Commission Locale de L'Eau du SAGE du Lay en date du 07/03/2018 ;
- Vu** la demande d'avis adressée à l'agence régional de santé le 7 mars 2017 ;
- Vu** la demande d'avis adressée à la direction régionale des affaires culturelles en matière de prévention archéologique en date du 07/03/2018 ;
- Vu** la demande d'avis au préfet maritime en date du 7 mars 2017 ;
- Vu** la demande d'avis à l'Agence française pour la biodiversité en date du 7 mars 2017 ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 13 mai 2018 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 18-DRCTAJ/1-605 en date du 12 octobre 2018 portant ouverture de l'enquête publique entre le 19/11/2018 et le 18/12/2018 ;

Vu la demande d'avis du 12/10/2018 adressée au conseil municipal de la commune de FAUTE-SUR-MER dans le cadre de l'enquête publique ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 02/01/2019 ;

Vu l'envoi pour information de la note de présentation non technique et des conclusions motivées du commissaire enquêteur au CODERST en date du 11 janvier 2019 ;

Vu le courrier en date du adressé au pétitionnaire pour observation sur le projet d'arrêté d'autorisation environnementale ;

Considérant que l'opération faisant l'objet de la demande n'engendre pas d'effet nuisible sur l'environnement et que les mesures mises en œuvre, notamment par la réduction de l'emprise du port sur le milieu naturel, participent à la restauration de zones écologiques actuellement dégradées ;

ARRETE

Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1 : Bénéficiaire de l'autorisation environnementale

Le pétitionnaire, la COMMUNE DE LA FAUTE-SUR-MER, sis AV DE L'OCEAN 85460 LA FAUTE SUR MER représenté par son maire, Monsieur Patrick JOUIN, est bénéficiaire de l'autorisation environnementale définie à l'article 2 ci-dessous, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté, et est dénommée ci-après « le bénéficiaire ».

Article 2 : Objet de l'autorisation

La présente autorisation environnementale pour « Optimisation et développement du port de la Faute sur Mer » à LA FAUTE-SUR-MER tient lieu, au titre de l'article L.181-2 du code de l'environnement :

- d'autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement ;
- d'absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000

Article 3 : Caractéristiques et localisation

Les « Activités, installations, ouvrages, travaux » concerné(e)s par l'autorisation environnementale sont situé(e)s sur la (les) commune(s), parcelles et lieux dits suivants :

IOTA	Coordonnées Lambert RGF 93		Commune	Lieu-dit	Parcelles cadastrales (section et numéro)
Optimisation et développement du port de la Faute sur Mer - Version 2	368824.4 2436965 99	6589372. 09305671 1	FAUTE-SUR-MER	L'Anse de Virly	

Les installations, ouvrages et travaux concernés par l'autorisation environnementale relèvent des rubriques suivantes, telles que définies au tableau mentionné à l'article R.214-1 du code de l'environnement :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales
4.1.2.0	Travaux d'aménagement portuaires et autres ouvrages réalisés en contact avec le milieu marin et ayant une incidence directe sur ce milieu : 1° D'un montant supérieur ou égal à 1.900.000 Euros (A) 2° D'un montant supérieur ou égal à 160.000 Euros mais inférieur à 1.900.000 Euros (D)	Autorisation	11D4120
4.1.3.0	Dragage et/ou rejet y afférent en milieu marin : 2° Dont la teneur des sédiments extraits est comprise entre les niveaux de référence N1 et N2 pour l'un des éléments qui y figurent: a) Et, sur la façade métropolitaine atlantique-manche-mer du nord et lorsque le rejet est situé à 1 km ou plus d'une zone conchylicole ou de cultures marines : II) Dont le volume maximal in situ dragué au cours de 12 mois consécutifs est inférieur à 50 000 m3 (D)b) Et, lorsque le rejet est situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de cultures marines : II) Dont le volume maximal in situ dragué au cours de 12 mois consécutifs est inférieur à 5 000 m3 (D)3° Dont la teneur des sédiments extraits est inférieure ou égale au niveau de référence N1 pour l'ensemble des éléments qui y figurent : Et dont le volume in situ dragué au cours de 12 mois consécutifs est supérieur ou égal à 5 000 m3 sur la façade atlantique-manche-mer du nord et à 500 m3 ailleurs ou lorsque le rejet est situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de cultures marines, mais inférieur à 500 000 m3 (D)	Déclaration	11D4130

Article 4 : Caractéristiques et localisation

Les installations, ouvrages, travaux sont les suivants :

Le projet concerne l'aménagement du port de la Faute-sur-Mer (85). Le port est existant et situé sur l'embouchure du Lay, en rive Ouest. Le port est situé au sud-est du bourg de la commune.

Le projet comprend les éléments suivants :

- Réfection partielle des berges,
- Réfection des pontons bois les plus vétustes,
- Création d'une zone technique et de stockage hors zone portuaire : aire de carénage 1 et une aire de stockage d'embarcations de loisirs,
- Mise en place d'un ponton d'escale,
- Mise en place d'un pont d'attente de mise à l'eau,
- Reprise des voiries d'accès au port
- Création d'un franchissement au niveau du port du Virly permettant de relier les parties Nord et sud du port

- Réfection des espaces publics : création d'un parking 50 places et d'un parking pour les remorques des navires, associé au fonctionnement de la cale de mise à l'eau
- Construction d'une nouvelle capitainerie,
- Requalification paysagère du site,
- Dragage au droit des pontons

Titre II : PRESCRIPTIONS GENERALES

Article 5 : Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale et modification

Les activités, installations, ouvrages, travaux, objets de la présente autorisation environnementale, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation, sans préjudice des dispositions de la présente autorisation, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation environnementale, à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions des articles L. 181-14 et R.181-45 et R.181-46 du code de l'environnement.

Article 6 : Début et fin des travaux – mise en service

Afin de concilier tous les intérêts mentionnés aux articles L.181-3 et L.181-4 du code de l'environnement, la réalisation des travaux s'effectuera dans les délais, périodes et conditions prévues au II de l'article 7 et à l'article 8 du présent arrêté.

Le bénéficiaire informe le service de police de l'eau, instructeur du présent dossier, du démarrage des travaux et le cas échéant, de la date de mise en service de l'installation, dans un délai d'au moins 15 jours précédant cette opération.

Le bénéficiaire ne peut réaliser les travaux en dehors de la période autorisée sans en avoir préalablement tenu informé le préfet, qui statue dans les conditions fixées aux articles L.181-14 et R.181-45 et R.181-46 du code de l'environnement.

I. Avant le démarrage du chantier

Pendant la période de préparation du chantier, le bénéficiaire doit soumettre le plan général de coordination (PGC) pour accord au Syndicat mixte du Marais Poitevin, Bassin du Lay, gestionnaire des digues de défense contre la mer.

Avant le début des travaux, le bénéficiaire doit :

- fournir un calendrier d'intervention adaptant les périodes de dragage aux heures et coefficients de marée et aux contraintes des activités conchyliques,
- informer les professionnels avant tout engagement de chantier,
- communiquer aux autorités maritimes suivantes, les dates de début et de fin de chantier :
 - le bureau « informations nautiques » du commandement de l'arrondissement maritime compétent,
 - la division action de l'État en mer de la préfecture maritime de l'Atlantique,
 - la subdivision phares et balises de la direction interrégionale de la mer,
 - le Cross Atlantique,

- réaliser un constat contradictoire de l'état de la digue classée de longean le port sur son côté ouest avec le Syndicat mixte du Marais Poitevin, Bassin du Lay, gestionnaire, le maître d'œuvre des travaux et l'entreprise qui les exécute,

- mettre à jour le plan communal de sauvegarde (PCS) de la Faute sur Mer, en y intégrant les prescriptions du PGC.

Un mois à l'avance, le titulaire prévient le service chargé de la police de l'eau de la date prévue du début du chantier et lui communique le plan de chantier, notamment les plans du dragage et du rejet.

II.En phase de chantier

Le présent arrêté est affiché à la capitainerie pendant toute la période des travaux et pendant le mois qui précède. Le titulaire est chargé de ces signalisations et affichages.

La saison principale d'activité du port de plaisance ayant lieu traditionnellement entre mai et août, la réalisation de travaux pendant cette période est à éviter. Un transfert des navires vers d'autres emplacements disponibles ou une offre temporaire de service de l'aire de stockage d'embarcation de loisirs devra être envisagée si des opérations étaient prévues sur cette période.

Le titulaire est tenu, dès qu'il en a connaissance, de prendre ou faire prendre toutes les dispositions appropriées pour mettre fin à une cause de danger ou d'atteinte à la tenue des ouvrages, limiter les conséquences dommageables, éviter qu'il ne se reproduise, évaluer les conséquences de l'incident ou de l'accident et y remédier.

Conformément notamment aux articles L. 532-3 et 4 du code du patrimoine relatifs aux découvertes de biens culturels maritimes effectuées dans le domaine public maritime, les découvertes de vestiges archéologiques faites fortuitement à l'occasion de travaux quelconques doivent immédiatement être signalées au maire de la commune, lequel doit prévenir la direction régionale des Affaires Culturelles des Pays de la Loire (service régional de l'archéologie) 1, rue Stanislas Baudry – BP 63518 – 44035 NANTES cedex 1 – Tél. 02 40 14 23 30.

A l'issue des travaux, un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés (DOE) sera remis au SMMPBL.

III.En phase d'exploitation

Pour empêcher une dégradation de la qualité des eaux et des sédiments portuaires, le titulaire engage des actions préventives et de correction, en agissant prioritairement à la source. En particulier :

- il prend toutes les mesures pour maintenir et améliorer la bonne collecte des eaux usées domestiques aux abords des bassins du port et réduire les apports en matières organiques et polluantes dans les eaux portuaires ;
- il engage les actions nécessaires pour empêcher le rejet en mer à partir des quais, des pontons et des navires, de toutes matières polluantes (piles, batteries, produits de la pêche, emballages, déchets métalliques, huiles, carburants, peintures, produits de carénage, déchets organiques et divers), en mettant en place des dispositifs appropriés concernant les eaux usées, définis notamment par le règlement sanitaire départemental et la commune ;
- il prend les moyens nécessaires pour que le carénage et la peinture des coques des bateaux soient opérés exclusivement sur l'aire de carénage.

L'aire de carénage imperméabilisée et le dispositif débourbeur-séparateur d'hydrocarbures qui lui est associé est entretenue régulièrement et suivie : la qualité du rejet est analysée au moins une fois par an en entrée et en sortie de l'unité de traitement par les soins du titulaire qui adresse ensuite les résultats au service chargé de la police de l'eau. Le cas échéant un arrêté complémentaire fixera des normes de rejet.

Le titulaire tient un registre des interventions effectuées sur ces ouvrages et de l'élimination des sous-produits. Il élabore annuellement un rapport sur les conditions de fonctionnement et d'entretien des installations qu'il adresse au service chargé de la police de l'eau, avec un plan des nouvelles installations.

En vue des dragages d'entretien, le titulaire dépose une déclaration préalable ou le cas échéant une demande d'autorisation conformément aux articles L. 214-3, R. 214-1, R. 214-6 et R. 214-32 du code de l'environnement, avec étude d'incidence qui s'appuiera sur un suivi technique et environnemental détaillé. Ces dragages respectent les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 février 2001.

Le titulaire est tenu d'obtenir l'accord du Syndicat mixte du Marais Poitevin bassin du Lay avant toute intervention sur ou à proximité de la digue classée longeant le port sur sa face ouest (article R 562-16 du code de l'environnement).

Article 7 : Mesures d'évitement, de réduction et de compensation et suivi des incidences

I. Avant le démarrage du chantier

Les aires de chantier sont aménagées et exploitées de façon à ne pas générer de pollution de l'eau et des milieux aquatiques. Toute mesure est prise pour l'évacuation et le traitement éventuel des déchets solides et liquides générés par le chantier. Des bacs de rétention pour les fûts de fluides sont mis en place afin de prévenir les éventuels risques de pollution accidentelle provenant des engins de chantier. Un container spécifique est mis en place afin de recueillir les déchets tels que filtres à huile, cartouches de graisse, peintures, solvants et bidons.

Un itinéraire de circulation des camions est mis en place et fléché afin de minimiser les risques d'accidents et de pollution et de réduire la gêne des riverains.

II. En phase de chantier

Le titulaire mène une surveillance du déroulement des travaux et de l'évolution du milieu naturel. Il conduit un suivi technique et environnemental détaillé des dragages sédimentaires.

Ce suivi de la qualité des eaux pendant les travaux comprend les éléments suivants :

- Analyse visuelle du panache turbide (longueur, durée ...).
- Prélèvement d'échantillons d'eau :
 - o Echantillons « test » avant travaux : 3 points de prélèvement (souille, chenal proche, chenal éloigné).
 - o Echantillons pendant l'opération de dragage : 3 points de prélèvement.
 - o Echantillons après l'opération de dragage (+ 10-30 minutes) : 3 points de prélèvement.
- Analyse des Matières en Suspension par un laboratoire agréé.
- Interprétation des données par comparaison aux statistiques obtenues par le Réseau de Suivi des Ports Maritimes (REPOM) et les analyses CQEL « apports en mer pour les cours d'eau ».

A la fin des travaux, le titulaire établit et adresse au préfet un compte rendu de chantier dans lequel il retrace le déroulement des travaux, toutes les mesures qu'il a prises pour respecter les prescriptions ainsi que les effets qu'il a identifiés de son aménagement sur le milieu.

Le titulaire prend les mesures nécessaires de limitation des nuisances sonores engendrées lors du chantier. Le présent chantier ne dispense en aucun cas le titulaire d'obtenir les autorisations ou de faire les déclarations requises par d'autres réglementations, notamment celle du domaine public maritime naturel.

Au titre de la Directive Natura 2000 sur la préservation des habitats et des espèces, les prescriptions suivantes seront observées :

- les estacades non utilisées aux extrémités du port actuel seront démontées,
- la circulation des engins et les dépôts de matériel, matériaux et installations de la base vie ne pourront être réalisés que sur les parcelles périphériques identifiées en niveau faible de valeur écologique.
- Deux périodes de chantier seront privilégiées : juin, période de faible présence de limicoles et oiseaux d'eau sur l'estran, pour les travaux en zone marine, et septembre / octobre en site terrestre,

pour éviter tout impact sur la reproduction des nicheurs et le limiter sur l'avifaune de l'estran.

- Absence de démarrage des travaux au printemps.
- Absence de dragage durant la période de remontée des civelles

III.En phase d'exploitation

Le titulaire continue de suivre régulièrement l'impact des activités portuaires et autres usages sur la qualité des eaux et des sédiments portuaires en alimentant un tableau de bord annuel comportant des analyses chimiques appropriées complétant le REPOM, réseau national de surveillance de la qualité des ports maritimes. La qualité des sédiments déposés fait l'objet au minimum d'une analyse tous les deux ans portant sur les paramètres suivants : granulométrie, aluminium, arsenic, cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb, zinc, hydrocarbures.

Article 8 : Caractère de l'autorisation – durée de l'autorisation environnementale

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État conformément aux dispositions de l'article L.181-22 du code de l'environnement.

L'autorisation d'exploiter les installations est accordée pour une durée indéterminée. Toutefois, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'autorisation environnementale cesse de produire effet, si l'installation n'a pas été mise en service, si l'ouvrage n'a pas été construit, si les travaux n'ont pas été exécutés, si l'activité n'a pas été exercée dans un délai de huit ans à compter de la notification du présent arrêté.

La prorogation de l'arrêté portant autorisation environnementale unique peut être demandée par le bénéficiaire avant son échéance dans les conditions fixées par l'article L.181-15 et R.181-49 du code de l'environnement.

Article 9 : Déclaration des incidents ou accidents

Dès qu'il en a connaissance, le bénéficiaire est tenu de déclarer au préfet, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés aux articles L.181-3 et L.181-4 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures susceptibles d'être prescrites par le préfet, le bénéficiaire est tenu de prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire est responsable des accidents ou dommages imputables à l'utilisation de l'ouvrage ou de l'installation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité.

I.En cas de pollution accidentelle

En cas d'incident ou d'accident, les services chargés d'intervenir sont les pompiers et les services municipaux. Selon le type d'incident et la gravité de celui-ci, d'autres services pourront intervenir tels que les services de police, etc.

Un plan d'intervention devra être élaboré de manière à définir :

- les différentes circonstances possibles de l'accident (localisation, nombre de véhicules ou engins impliqués, nature des matières concernées),
- la liste des personnes et organismes à prévenir en priorité (ARS, police de l'eau, commune),

- les modalités de récupération et d'évacuation des substances polluantes, facilitées par l'assèchement de la zone de travaux, ainsi que le matériel nécessaire au bon déroulement de l'intervention,
- l'inventaire des moyens d'action : emplacements, itinéraires d'accès permettant d'intervenir rapidement, localisation des dispositifs de rétention, modalité de fermeture,
- la liste des laboratoires d'analyse d'eaux agréés. Les entreprises seront informées de ces dispositions.

Le suivi du chantier sera réalisé par un représentant du maître d'ouvrage et du Maître d'Œuvre. Un journal de chantier sera tenu par l'entrepreneur, dans lequel figureront les éventuels incidents qui auront été relevés lors de la réalisation des travaux.

Les entreprises réalisant les travaux auront obligation d'établir un PAE (Plan d'Assurance Environnement), dans lequel seront détaillées les mesures à mettre en œuvre en cas de pollution accidentelle.

II. En cas de risque de crue ou de submersion

L'entreprise appelée à effectuer les travaux se mettra au courant :

- des coefficients de marée (SHOM) ;
- des informations relatives à un fort événement pluvieux et avis de tempête sont disponibles auprès du Centre de Météo France le plus proche.

Il conviendra de stopper ou différer les interventions en cas de conditions météorologiques défavorables avec retrait des équipes et des engins.

Article 10 : Cessation et Remise en état des lieux

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans l'autorisation d'un ouvrage ou d'une installation, fait l'objet d'une déclaration par l'exploitant, ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du préfet dans le mois qui suit la cessation définitive ou le changement d'affectation et au plus tard un mois avant que l'arrêt de plus de deux ans ne soit effectif.

En cas de cessation définitive, il est fait application des dispositions prévues à l'article L. 181-23 pour les autorisations.

La déclaration d'arrêt d'exploitation de plus de deux ans est accompagnée d'une note expliquant les raisons de cet arrêt et la date prévisionnelle de reprise de cette exploitation. Le préfet peut émettre toutes prescriptions conservatoires afin de protéger les intérêts énoncés à l'article L. 181-3 pendant cette période d'arrêt. Si l'exploitation n'est pas reprise à la date prévisionnelle déclarée, le préfet peut, l'exploitant ou le propriétaire entendu, considérer l'exploitation comme définitivement arrêtée et fixer les prescriptions relatives à l'arrêt définitif de cette exploitation et à la remise en état du site.

Article 11 : Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle.

Après réception des travaux, la surveillance, l'entretien des ouvrages seront à la charge du gestionnaire de l'ouvrage.

Suite aux travaux, des visites régulières devront être réalisées pour maintenir la pérennité des ouvrages. La reconnaissance régulière des ouvrages permettra d'intervenir rapidement et de procéder à des travaux d'entretien et de réparations si nécessaire.

Ces visites seront automatiques après un événement important affectant le littoral (forte tempête, fort coefficient de marée). Le gestionnaire de la digue classée sera informé du résultat de cette investigation.

Article 12 : Accès aux installations et exercice des missions de police

Les agents en charge de mission de contrôle au titre du code de l'environnement ont libre accès aux activités, installations, ouvrages ou travaux relevant de la présente autorisation dans les conditions fixées par l'article L.181-16 du code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté. Par ailleurs, si nécessaire, le bénéficiaire met à disposition des agents chargés d'une mission de contrôle, les moyens de transport (notamment nautique) permettant d'accéder aux secteurs à l'installation/l'ouvrage/le secteur de travaux/au lieu de l'activité. Les agents mandatés par le gestionnaire des digues classées bénéficient des mêmes prérogatives.

Article 13 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont expressément réservés.

Article 14 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par les réglementations autres que celles en application desquelles elle est délivrée.

TITRE III : DISPOSITIONS FINALES

Article 15 : Publication et information des tiers

En application de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- Une copie de la présente autorisation est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet visé à l'article 1er ;
- Un extrait de la présente autorisation, est affiché pendant une durée minimale d'un mois dans la commune d'implantation du projet visé à l'article 1er. Un procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- La présente autorisation est adressée à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales consultées ;
- La présente autorisation est publiée sur le site Internet de la préfecture de la VENDEE qui a délivré l'acte, pendant une durée minimale d'un mois.

Article 16 : Voies et délais de recours

I – Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent en application de l'article R.181-50 du code de l'environnement :

- par le bénéficiaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;

- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité accomplie.

II.- La présente autorisation peut faire l'objet d'un recours administratif de deux mois qui prolonge le délai de recours contentieux.

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu informé d'un tel recours.

III – Sans préjudice des délais et voies de recours mentionnés au I. et II., les tiers, peuvent déposer une réclamation auprès de l'autorité administrative compétente, à compter de la mise en service de du projet mentionné à l'article 1er, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans la présente autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.

L'autorité compétente dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative.

Si elle estime que la réclamation est fondée, l'autorité compétente fixe des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement.

En cas de rejet implicite ou explicite, les intéressés disposent d'un délai de deux mois pour se pourvoir contre cette décision.

Article 17 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la VENDEE,

Le maire de la commune de FAUTE-SUR-MER,

Le directeur départemental des territoires et de la mer de la VENDEE

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la préfecture .

A LA ROCHE SUR YON, le

le préfet de la VENDEE